

Le libertaire

Adresser tout ce qui concerne
l'administration à FISTER

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE

69, BOULEVARD DE BELLEVILLE — PARIS

CHEQUE POSTAL : LECOIN 31007

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE :	POUR L'ÉTRANGER :
Un an . . . 10 fr.	Un an . . . 15 fr.
Six mois . . 5 fr.	Six mois . . 8 fr.

Les anarchistes veulent instaurer
un milieu social qui assure à chaque
individu le maximum de bien-être et
de liberté adéquat à chaque époque.

LA TERREUR FASCISTE

Au secours des persécutés d'Italie !

D'horribles nouvelles nous parviennent d'Italie, que se garde bien de relater la grande presse d'information. Tandis qu'ils ne tarissent pas de détails sur le coup de revolver qui a tué un jeune homme, le préfet de police, M. Millerand, 3^e M. Poincaré, et qui réussit seulement à griller la manche d'une patriote provinciale, les journaux français ne soulignent mot de la terreur fasciste.

Pensez donc ! S'il est bon de grossir démesurément, jusqu'à l'épouvante, la moindre parole ou le moindre geste de révolte du prolétariat, afin d'en tirer les pires prétextes à répression et à sévices, il ne convient pas à ces messieurs du Journal ou du Petit Parisien de révéler les crimes de la réaction bourgeoise, les atrocités commises par les défenseurs de l'ordre capitaliste. En prenant connaissance des pillages et des trahisons perpétrés par les souteneurs italiens du coffre-fort international, les lecteurs du Petit Journal eux-mêmes trouveraient que, devant tant d'horreurs, la démonstration de Bouvet apparaît bien insuffisante, et qu'il convient au prolétariat de s'organiser fortement pour répondre victorieusement à la violence impitoyable et méthodique de l'Etat, du capitalisme et de leurs chiens de chasse.

Dans un cercle de feu

Cependant, en Italie, la meute est lâchée. Deux appels désespérés nous parviennent. Borghi écrit à Colomer :

« Notre situation est désespérée. Il faut faire quelque chose pour nous. NOUS SOMMES DANS UN CERCLE DE FEU. Seules, Milan, Rome et Ancone sont encore presque saufs. Si ces villes, à leur tour, tombent entre les mains des fascistes, il en est fini pour longtemps du mouvement subversif en Italie ! Nous vous prions : « Au secours ! »

« Dans le « Libertaire », dans le « Journal du Peuple », serais des articles pour faire connaître cette tragédie, informer le Comité de Défense Syndicaliste. »

Par l'« Unità » et par l'« Avanti », nous nous rendons compte de l'étendue du désastre. Partout, des bandes armées, sous la protection de la police et de la gendarmerie, saccagent les Bourses du Travail, les imprimeries et les librairies d'avant-garde, les coopératives, les Maisons du Peuple. Et, lorsque nos camarades tentent de se défendre, les forces gouvernementales interviennent — mais elles finissent toujours par donner raison aux fascistes et par arrêter les prolétaires.

A Sestri-Ponente, à Crémone, partout on assassine le prolétariat

C'est ainsi qu'à Sestri-Ponente, cité ouvrière dans la banlieue de Gènes, forte du syndicalisme révolutionnaire en Ligurie, une véritable armée de fascistes fit l'assaut de la Bourse du Travail, à l'intérieur de laquelle se trouvaient une centaine de camarades. Ils y voulurent s'enfermer pour défendre l'entrée de l'édifice. Mais la police, accourue, le leur interdit, les repoussant dans l'intérieur de la Bourse et les forçant à y subir le feu ininterrompu des fascistes, qui avaient occupé les maisons voisines, après les avoir pillées de fond en comble.

À la fin de la journée, les ouvriers n'en sortirent que sous escorte des gendarmes, pour aller en prison.

Depuis lors, la Bourse du Travail est occupée par la force publique.

Des patrouilles fascistes, en uniforme et armées, parcourent la ville en maires, à la recherche de fûtes. Une véritable chasse à l'homme, la chasse au militant, est organisée.

Faits identiques à Pise, à Viterbo, à Catania, à Piombino, à Casteggio, à Rimini, à Brescia.

À Crémone, les fascistes se sont emparés de la mairie, qui était communiste ; leurs troupes, composées de milliers d'hommes, ont incendié les coopératives et la Bourse du Travail ; elles ont ravagé l'imprimerie populaire. Tout cela, avec la complicité du préfet royal.

Des bandes armées parcourent les régions agricoles, traquant les militants révolutionnaires dans les plus petites contrées.

L'organisation de la résistance confiée à un Comité secret

Devant cette fureur de répression réactionnaire, que font les organisations ouvrières ? Que font les groupements d'avant-garde ? A quoi va se décider le prolétariat italien ?

Nos camarades d'« Unità » Nova espèrent que l'insurrection prolétarienne contre le fascisme ne sera pas seulement régionale, mais nationale et même internationale.

Cependant, si les « organisations politiques et économiques » retenues par ce Comité de plébiscite qu'est la Confédération Générale del Lavoro manquaient au devoir qui leur incombe de coordonner une défense sérieuse « des dernières tranchées du prolétariat », alors, disent les compagnons d'« Unità » Nova, « il ne nous restera plus qu'à fuir les fascistes, à déclarer la dissolution de toutes les organisations et à constituer — comme font les fascistes, avec le consentement des autorités — un ou plusieurs comités secrets d'action la charge de pourvoir — dent pour dent, œil pour œil — à la répression ».

Des dernières nouvelles qui nous parviennent d'Italie, c'est à cette dernière solution que s'est arrêté le prolétariat italien. Dans une séance du 13 juillet, où assistaient les représentants des Bourses du Travail de Gènes, Sampierdarena, Savone, Oneglia, Sestri-Ponente, « les délégués de grandes syndicats et des organisations d'avant-garde, il fut déclaré, en conclusion d'un manifeste, que « les Comités d'Alliance du Travail se considèrent comme dissous »

et transmettent leurs pouvoirs au Comité secret d'action ».

« Les partis prolétaires et les organisations prolétaires de la Ligurie doivent se considérer, à partir d'aujourd'hui, comme sous ordres du Comité d'action et de mobilisation pour la défense du droit à la vie du prolétariat et de ses institutions. »

Au secours !

Mais nos camarades d'Italie pourront-ils résister par leurs propres forces ? Possèdent-ils tous les moyens d'action nécessaires pour mener la lutte avec indépendance et énergie jusqu'au bout ?

Hélas ! les nouvelles que nous recevons de là-bas nous décrivent une situation matérielle désastreuse.

Après la mise à sac et l'incendie des Bourses du Travail, des Maisons du Peuple, des imprimeries et des librairies d'avant-garde, des cercles d'études sociales et des locaux de groupements subversifs, les révolutionnaires italiens se trouvent démunis de toute arme de propagande. Le fascisme les a littéralement ruinés. Et c'est une des grosses raisons de leur difficulté à résister à la vague de fascisme.

L'Union Syndicale italienne, notamment, est à bout de ressources. Et, cependant, elle est la vraie organisation révolutionnaire de la classe ouvrière, la seule qui ait la volonté d'opposer l'action directe des masses exploitées à l'action directe des aventuriers de la bourgeoisie et du militarisme.

Aussi, criions-nous : « Au secours pour nos camarades d'Italie ! »

Les anarchistes, les premiers, ont entendu l'appel désespéré. Les premiers ils répondent dans le « Libertaire », en assurant le prolétariat italien de toute leur solidarité. Par une campagne de presse et de réunions, de meetings ensuite, nous allons faire tout notre possible pour soulever l'opinion révolutionnaire de ce pays contre la terreur fasciste.

Mais il faut que toute la classe ouvrière française lisse sienne la cause des persécutés du travail, des martyrs de la Révolution. Nous nous adressons à la C.G.T.U., à sa Commission administrative et nous lui demandons : « Quelque chose feriez-vous, alors qu'il en est encore temps ? »

Contre la répression mondiale, la C.A. provisoire avait déjà fait quelque chose. Une somme de 5.000 francs avait été envoyée à la Confédération Nationale du Travail d'Espagne et aux travailleurs de l'Albano-Slovaquie. Une campagne de meetings avait été commencée. Il faut renouveler, maintenant, en faveur de nos camarades de l'Union Syndicale italienne, les mêmes gestes de solidarité.

D'ailleurs, le Comité de Défense syndicaliste comprendra qu'en la circonstance, sera bien de son rôle d'insister, d'une part, auprès de l'organisation centrale régulière, et, d'autre part, de faire auprès des syndicats toute la propagande nécessaire pour que l'aide morale et pécuniaire soit assurée dans le plus bref délai à ces victimes prolétaires de la Terreur fasciste.

Et le « Libertaire », de son côté, ne cessera de veiller.

Aux compagnons, aux travailleurs, aux révolutionnaires, aux syndicalistes, nous crions :

IL FAUT AGIR

Une formidable vague de répression sévit sur le monde. Partout, dans tous les pays, quelle que soit leur constitution : monarchique absolue, monarchique constitutionnelle, républicaine, ou même « prolétarienne », la guerre des classes sévit avec intensité. Les prisons sont pleines ; tous les jours, on assassine, violemment ou lentement, des hommes qui n'ont commis d'autres crimes que celui de défendre, envers et contre tous, un idéal qu'ils avaient librement embrassé.

En France, c'est Cottin, G. Rolland, Naudin, Fister, etc., qui souffrent, s'efforçant, sans cesse, dans les geôles de la République.

En Espagne, les syndicalistes libertaires tombent tous les jours sous les coups de l'ignominie du régime de dictature militaire et jacobinisme qui fait la loi.

En Italie, depuis l'échec du mouvement d'occupation des usines, échec dû à la trahison des chefs de la C.G.T. réformiste et du parti socialiste d'aujourd'hui communiste, des ligues contre-révolutionnaires se forment, et avec l'appui officieux de l'Etat italien, ces ligues font une véritable besogne d'assassinat. Les Maisons du Peuple sont brûlées, dynamitées, les militants abattus à coups de revolver, comme des chiens, au coin des rues ; les femmes, les bambins ne trouvent pas grâce devant les assassins ; spectacle horrible que nous décrivait Borghi, dans que nous le conduisiez à la gare de Saint-Etienne, Colomer et moi. Des larmes plein les yeux, il nous contait le martyre des compagnons italiens en lutte contre la plus formidable répression.

En Amérique, les tanks, les avions, l'artillerie sont utilisés pour mater les ouvriers, dressés contre leurs exploitateurs. Au Transvaal, en Irlande, partout, les mêmes horreurs, les mêmes crimes.

Pour essayer de maintenir, coûte que coûte, le régime capitaliste, Les gouvernements, quels qu'ils soient, se donnent tous la main dans la répression ; ennemis hier, quand il s'agissait de lutter pour conquérir la prédominance sur les marchés européens, amis ils sont aujourd'hui qu'il s'agit de réprimer, par tous les moyens, toute manifestation des travailleurs pour la conquête du bien-être et de la liberté.

Dès à présent, il y a nécessité à organiser une vaste campagne internationale d'agitation contre le fascisme. En rendant responsables d'une façon officielle les « signorissimis » italiens qui séjournent en France, les grosses firmes d'alimentation, par le boycottage de ces firmes et de toute marchandise venant d'Italie, et par de vastes démonstrations d'ensemble devant les demeures des ambassadeurs, consuls et autres personnages officiels, nous obtiendrons des résultats, non seulement pour nos camarades d'Italie, mais pour tous les opprimés qui souffrent dans tous les pays.

Dès à présent, il y a nécessité à organiser une vaste campagne internationale d'agitation contre le fascisme. En rendant responsables d'une façon officielle les « signorissimis » italiens qui séjournent en France, les grosses firmes d'alimentation, par le boycottage de ces firmes et de toute marchandise venant d'Italie, et par de vastes démonstrations d'ensemble devant les demeures des ambassadeurs, consuls et autres personnages officiels, nous obtiendrons des résultats, non seulement pour nos camarades d'Italie, mais pour tous les opprimés qui souffrent dans tous les pays.

H. BOTT.

POUR L'AMNISTIE

Sauvons Cottin, Gaston Rolland, Jeanne Morand Libérons tous les emprisonnés, tous les martyrs de la guerre, toutes les victimes de l'Autorité !

Le 14 juillet est passé. Aucune amnistie n'est encore intervenue. Les prisonniers militaires et civils cependant regorgent d'hommes et de femmes qui n'ont commis d'autre crime, que de s'être refusés à agir contre leur conscience en participant à la turberie mondiale ou d'avoir dénoncé les responsables de l'horrible guerre, d'avoir dit au prolétariat comment il pourrait se libérer de ses tyrans homicides ou d'avoir répondu à la violence légale des autorités et à la lâcheté collective, par des gestes spontanés de révolte.

Pour avoir répondu : « Non » à l'ordre de mobilisation, pour avoir opposé sa fièvre jeunesse et son amour des hommes à la cupidité et à la haine des patriotes de la grande guerre, Gaston ROLLAND doit laisser huit ans de sa vie dans les maisons centrales.

Pour s'être solidarisé avec son compagnon Jacques Long dans son horreur de la guerre, pour avoir fait de 1914 à 1920 une propagande de paix en tous pays, inlassablement et sans se laisser intimider par les menaces des flics ou des juges, pour n'avoir pas courbé la tête devant le Dieu Patrie, Jeanne MORAND ne fait que commencer, au droit commun, les six ans de prison que le conseil de guerre de Bordeaux lui a infligés.

Enfin, COTTIN, notre cher COTTIN continue d'endurer son martyre douloureux. Dans l'histoire son acte prendra la valeur d'un symbole : celui du Prolétariat marquant d'infamie cette bourgeoisie républicaine qui née de la guerre de 1870 et des massacres de la Commune de 1871 trouva son apogée dans les carniers de 1919.

Gaston Rolland, Jeanne Morand, Emile Cottin, comme Marly et Badin, doivent être rendus au soleil, à l'action, à la vie libre, et avec eux tous les emprisonnés obscurs qui souffrent dans les bagnes militaires et dans les maisons centrales.

C'est cette volonté de libération que le Prolétariat parisien clamera avec nous, en assistant nombreux au GRAND MEETING, organisé par l'Union Anarchiste pour le Vendredi 11 août, dans la Grande Salle de l'Union des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles, avec le concours d'orateurs de l'U. A., du Comité de Défense sociale, du Comité de Défense syndicaliste, et des avocats de nos camarades emprisonnés qui nous apporteront, avec une nécessaire documentation sur le cas de chacun d'eux, le témoignage de la ferme volonté et de la noblesse de pensée que Cottin, Rolland et Jeanne Morand ne cessent de conserver malgré les souffrances, malgré l'horrible solitude.

Anarchistes, révolutionnaires, travailleurs parisiens, faites de la propagande pour le meeting du 11 août.

L'UNION ANARCHISTE.

A COTTIN

Oh ! toi, qui eus le sort immense des martyrs,
Je te salue ;
Toi qui voulus anéantir,
Par le geste qui tue,
Le mal et la méchanceté qui s'infatuent.

Sans regrets, sans envies,
Voyant souffrir l'humanité,
Tu nous as fait le don lumineux de ta vie
Pour que le chemin soit tracé.

Tu n'as pas voulu rester là,
Dans la fuite imbecille et morte des journées,
Et, devant les bourreaux aux faces de damnés
Oubliant le soleil des claires matinées,
Tu t'es dressé comme celui qu'on n'attend pas.

Certes, tu fus celui que l'on avait cru mort
Dans le ricanement brutal des dynamites,
Et la ronde des coffres-forts
S'arrêta stupéfaite, à ta voix insolite.

Alors, dans les éclairs fulgurants de ton arme,
S'illumina tout le passé,
Et, les yeux convulsés,
Appelant auprès d'eux et juges et gendarmes,
Les bourgeois virent s'avancer
Le spectre noir des trépassés ;

Ravachol, Caserio, Vaillant,
Les regardaient en souriant,
Et leurs têtes nimbées de sang
Disaient la gloire des apôtres.

Et les bourgeois fous de terreur
Ont cru qu'il en reviendrait d'autres,
De ces fronts calmes et rêveurs.

C'est pour cela qu'ils ont voulu
Raffermir leurs palais qui croulent ;
C'est pour cela qu'ils ont voulu
Tuer en toi l'âme des fous.

Mais ton exemple est là, Cottin,
Plus fort que cette armée de drôles,
Et nous irons quelque matin
Ouvrir les portes de ta geôle !

Georges VIDAL.

Droit de Tuer

« Dans cette société, ce qui est sacré, par exemple, c'est l'Etat civil ! Voilà ! C'est lui qui défend l'homme. L'Etat est sacré parce qu'il est inscrit à l'Etat civil ! Respect à l'Etat civil, le Dieu légal. A genoux ! »

« L'Etat peut tuer, lui, parce qu'il a le droit de modifier l'Etat civil. Quand il fait égorger deux cent mille hommes dans une guerre, il les raye sur son état civil, il les supprime par la main de ses greffiers. C'est fini. Mais nous qui ne pouvons point changer les écritures des maires, nous devons respecter la vie. Etat civil, glorieuse Divinité qui régnait dans les temples des municipalités je te salue, Tu es plus fort que la Nature. Ah ! Ah ! »

Cuy de MAUPASSANT.

LE GESTE DE BOUVET

Réponse aux canailles
de la Grande Presse

A trois années d'intervalle, un geste d'action directe se renouvelle. Cottin avait voulu délibérément supprimer un des êtres les plus maléfiques de l'époque, un homme que personne, sauf M. Léon Daudet, n'ose plus défendre aujourd'hui, le vieux monomane du crime collectif pour qui la guerre était une jouissance saine... Bouvet, de son propre aveu, n'a voulu faire qu'une « démonstration », et troubler la fête, de son coup de revolver, afin de rappeler aux puissants du jour qu'ils sont tout aussi mortels que les quinze cents mille malheureux qui se firent tuer pour la plus grande gloire de l'« Anis del Oso » et pour les meilleurs profits des mercantis de toutes races.

Au lendemain de l'attentat, ce fut dans les journaux bourgeois une explosion de rage bien compréhensible : Oser tenter un pareil geste le jour du 14 juillet ! Fêter la liberté, l'égalité et la fraternité, par la violence : horreur !

Nous plus purs stratèges en chambre de 1914-1919 s'en voilèrent la face et en profitèrent pour enlever de plus beaux leurs généraux. A l'Elysée des registres furent couverts de toutes les signatures de la haute banque, des basses lettres et de tout le marais de la politique. Cependant ces Messieurs oublièrent leur enthousiasme de 1917 pour l'attentat de Fritz Adler qui tua bel et bien le premier ministre d'Autriche.

« Vérité en deçà des Pyrénées... erreur au delà. »

Mais Pascal ne les inquiète guère. Cette racaille de rédaction va chercher ailleurs son inspiration. La préfecture de police et le ministère lui fournissent ses citations : « Sus aux excitateurs ! Emprisonnons les responsables ! »

Les responsables ? Nous allons vous les désigner. Ce sont les gouvernants qui entretiennent les armées pour glorifier l'assassinat par la guerre et soutenir avec le capitalisme les pires systèmes de cambriolage et d'escroquerie.

Ce sont les hauts fonctionnaires de l'Etat, les politiciens et les juges, tous ceux qui collaborent à la puissance de cette société d'injustice et de laideur.

Et ce sont tous les prostitués du journalisme bons à tout écrire pour un peu d'argent.

Les responsables de l'acte d'impudence d'un Bouvet ? Ce sont aussi tous ceux qui supportent le régime d'autorité et d'exploitation sans mot dire, tous ceux qui se font, par leur silence, les complices des tyrannies et des iniquités.

C'est vous tous, ouvriers qui ne comptez pas la nécessité de l'organisation révolutionnaire, l'urgence d'opposer à la violence collective des oppresseurs la force décisive des opprimés.

Bouvet, comme Cottin est du prolétariat. Et comme pour Cottin, l'Union Anarchiste, s'adressant aux prolétaires leur crie : « C'est un de vos enfants qui tombe. Aidez-vous à le sauver. Et le mieux que vous puissiez faire c'est de retrouver votre virilité commune, votre force d'émancipation. Pour empêcher que des anarchistes se sacrifient pour vous par des gestes individuels, rendez vivante et imposante par son nombre et par son ardeur l'action de masse révolutionnaire ».

NOTRE SITUATION

Nous nous sommes seulement arrêtés la semaine dernière de faire à plus de quinze cents syndicats le service gratuit du « Libertaire ».

Pendant deux mois et demi, nous avons eu à supporter par semaine 250 francs de frais supplémentaires. L'envoi gratuit de notre journal aux organisations ouvrières nous a donc coûté la coquette somme de 2.500 francs.

Et durant ces deux mois et demi, notre souscription hebdomadaire n'a guère été plus élevée que d'habitude. Ces dernières semaines elle est même plus faible que jamais.

Pourtant, si nos camarades lisent attentivement le budget que nous leur donnons tous les mois, ils savent que nous vivons à la semaine la semaine.

Nous le leur rappelons, et les prions d'agir, tout de suite, efficacement en faveur du « Libertaire », en nous adressant, sans tarder davantage, ce qu'ils peuvent tirer de leur bourse.

Quand ils auront fait ce premier et indispensable geste, ils agiront bien plus efficacement encore en faveur de notre organe de propagande, en lui trouvant de nouveaux lecteurs et de nouveaux abonnés.

Que deux ou trois milliers d'amis seulement achètent chacun trois, quatre ou cinq numéros du « Libertaire » et le placent en bonnes mains. IMMEDIATEMENT, LA VENTE FERA UN SAUT PRODIGIEUX.

Que deux ou trois cents copains, parmi les plus dévoués, nous réclament des carnets d'abonnement et se mettent sérieusement à faire la chasse aux abonnés. DE CE FAIT, DES RESSOURCES REGULIERES NOUS SERONT PROCUREES.

Camarades, votre « Libertaire » n'est pas en danger, mais il a grand besoin de votre aide pécuniaire et de vos autres efforts.

**Les officiers assassins
seront-ils
enfin « zigouillés » ?**

Depuis trois semaines, nous menons, ici-même, une campagne contre les fripouilles galonnées qui, abusant de l'autorité que leur confèrent leurs grades, firent traduire en conseil de guerre de malheureux soldats sans défense et innocents, par surcroît, des « crimes » qu'on leur imputait.

Ces pitoyables victimes d'un militarisme odieux et barbare, furent, pour la plupart, condamnées à mort et exécutées.

Ce n'est que plusieurs années après leur fin tragique que la Cour de Cassation « réhabilite » comme c'est gentil ! — la « mémoire des fusillés ».

Daudet, l'abject, et sa bande non moins abjecte de l'Action Française, l'organe si cher aux douairières riches et aux évêques de salons ont déjà, à maintes reprises, fulminé contre ceux qui vilipendent les officiers assassins.

Pour ces plumeaux « fleurdelisés », ces généraux sanguinaires ainsi que leurs subalternes sont sans doute de braves gens, de très honnêtes gens et ce sont les victimes qui ont tort...

L'histoire du lapin qui a commencé, naturellement !

Au risque de déplaire à ces messieurs qui, paraît-il, sont très bien dans la manche du gouvernement actuel, JE TIENS A DECLARER QUE CHAQUE FOIS QUE JE POURRAI EXPLOITER UN FAIT COMME CELUI QU'ON LIRA CIESSOUS, JE LE FERAI, SANS ME SOUCIER DES CONSEQUENCES QUI POURRAIENT EN RESULTER POUR MON HUMBLE PERSONNE.

En stigmatisant aussi soigneusement j'en aurai l'occasion, ces professionnels du meurtre ; en m'insurgeant contre leurs crimes, j'obéis à deux mobiles bien définis.

PREMIER MOBILE :

Pendant la guerre — j'en ai presque honte — je fis partie du lamentable troupeau qui, durant quatre ans, lutta, souffrait, mourait pour une cause qui n'était pas la sienne.

Pendant ces années tragiques je vis, à mes côtés, tomber d'excellents camarades ; dont le seul tort — semblable au mien — fut de sacrifier leur jeunesse et leur vie à ce qu'il est convenu d'appeler la patrie.

De ces années sanglantes, de cette honteuse période de boue et de sang, j'ai conservé un souvenir ineffaçable.

Je me rappelle encore l'agonie de ces martyrs comme si leur don calpeze, comme si leur épouvantable supplice datait d'hier.

En souvenir des tristes heures que nous avons vécues côte à côte, en souvenir des cruelles souffrances que nous avons endurées — j'ai le droit et le devoir de m'élever contre les crimes qu'engendrent le militarisme ; j'ai le droit et le devoir de fêter les exactions des chefs ; j'ai le droit et le devoir d'élever ma faible voix pour que les martyrs soient enfin vengés !

SECOND MOBILE :

Libertaire, je considère le militarisme comme soutenant l'édifice social actuel que nous exécutons tous et que nous avons juré de détruire, par tous les moyens, si possible.

En détruisant ce militarisme, en dénonçant ses crimes, peut-être ferai-je des adeptes et contribuerai-je à grossir les rangs de la grande famille des mécontents.

J'agis donc DANS UN BUT DE PROPAGANDE ANARCHISTE.

Est-ce clair ?

Qui ? J'aborde donc le sujet qui nous occupe.

Le « Matin » a publié, jeudi dernier, la nouvelle de la réhabilitation du soldat Bersot.

Il s'est exprimé en ces termes :

Le 12 février 1915, le conseil de guerre spécial de Fontenoy (Aisne), condamnant à mort le soldat Lucien Bersot, du 60^e d'infanterie, pour refus d'obéissance devant l'ennemi, et le lendemain, le malheureux était passé par les armes.

Bersot ayant eu besoin d'un pantalon, son sergent-fourrier lui en remit un taché de boue sanglante qu'il refusa. Il fut condamné à 8 jours de prison par le lieutenant qui commandait la compagnie. Plusieurs camarades protestèrent alors avec indignation.

On colporta la nouvelle de l'incident, on l'exagéra, et finalement le colonel Auroux, commandant le 60^e régiment d'infanterie, renvoya Bersot et un autre fantassin devant le conseil de guerre. Celui-ci fut condamné aux travaux publics, celui-là à la peine de mort et exécuté.

Pour un vice de forme, le jugement du conseil de guerre fut cassé en septembre 1918 par la Chambre criminelle. Mais hier, la Cour de Cassation est allée plus loin encore : elle a réformé la décision du conseil de guerre et, se loit la triste formule, « déchargé la

«Mémoire» de Bersot, tout en accordant à la cause du malheureux soldat 5.000 francs de dommages-intérêts et à sa fille 15.000 francs.

L'humanité, de son côté, a donné sur cette lamentable affaire les détails que voici :

Le soldat Lucien Bersot, ayant refusé de servir un pantalon maculé de sang et souillé d'excréments, une discussion s'engagea entre le soldat Lucien Bersot, qui avait raison, et son sergent-fourrier, qui avait tort. Mais il paraît que les galons rendent infaillibles les pires brutes.

Sur ces entrefaites, le lieutenant André arriva. Comment un homme, simple fantassin, ose discuter l'ordre d'un sergent ? Depuis quand la chair à canon peut-elle se permettre de prétendre à l'hygiène ? Sans l'ombre d'une hésitation, le mufle à deux galons soumit Bersot d'accepter le pantalon souillé. Bersot ne pouvait décemment s'incliner devant cet ordre odieusement inhumain. Il opposa un nouveau refus.

Le lieutenant André, immonde brute, infligea huit jours de prison à Bersot.

Bersot accomplissait sa punition, et les choses en seraient peut-être restées là, si les amis de Bersot, justement indignés, n'avaient élevé une protestation collective.

L'incident arriva à la connaissance du colonel du régiment, le colonel Auroux (un nom qu'il faudra retenir). Celui-ci voulut lui donner de l'importance et faire un exemple mémorable. Il réunit en hâte une cour martiale.

Le régiment n'était pas en ligne, mais il était « alerté ». Cela suffit aux officiers pour leur permettre de qualifier l'acte de Lucien Bersot de « refus d'obéissance en présence de l'ennemi ».

Le malheureux homme fut condamné à mort le 12 février 1915 et fusillé le lendemain !

Jusqu'à la dernière minute, Bersot ne pouvait croire à ce châtiment. Son agonie fut effroyable. L'infortuné pensait à sa femme, à la fillette adorée qu'il ne reverrait plus.

Après cet abominable assassinat, ses camarades élevèrent une véhémente protestation. Affolés, les officiers criminels réprimèrent sans mesure. Un des protestataires fut même condamné aux travaux publics !

Dès septembre 1918, la Cour de Cassation cassa, pour vice de forme, la honteuse sentence de la cour martiale.

Hier, la Chambre criminelle de la Cour de cassation a déchargé la mémoire de Bersot de la condamnation prononcée contre lui.

Elle accorde en outre 5.000 francs à la veuve et 15.000 francs à la fille malheureuse de Lucien Bersot.

Mais celui-ci est bien mort. Et ses assassins ne sont pas inquiétés ! En passant devant sa tombe, ils peuvent même, selon un exemple illustre se permettre de rire.

Et, qui sait ? peut-être ont-ils obtenu de l'avancement !

Honte, honte au militarisme qui rend possibles d'aussi atroces forfaits !

Ignorez si les officiers surimposés ont obtenu de l'avancement. Ce qui est certain, c'est que Maginot qui exerce actuellement la profession de ministre du meurtre les a amnisties du grand cœur et, avec lui, un grand nombre de vieux crocodiles du Sénat.

Le colonel Auroux, le lieutenant André, et tous les officiers responsables de la mort de ce pauvre Lucien Bersot sont, eux, bel et bien en vie.

Nul doute qu'ils ne promettent présentement leur arrogance et leur morgue dans un coin de province, dans une cour de caserne, à l'effet de nouvelles victimes qui deviendront, par la suite, la proie du conseil de guerre.

On parle souvent de la justice « inmanente ».

Pas si inmanente qu'on veut le dire ! Pourtant, ne désespérons pas. Tout vient à point à qui sait attendre et cette brute de colonel Auroux, et cette fripouille de lieutenant André n'auront peut-être rien perdu pour avoir attendu.

UN JOUR PROCHAIN, PEUT-ÊTRE, CES DIGNES REPRESENTANTS DE NOTRE BELLE ARMÉE RECEVRONT LA MONNAIE DE LEUR PIÈCE.

C'EST-À-DIRE : UNE BALLE DANS LA PEAU OU MEME PLUSIEURS. CE QUI NE COUTE PAS PLUS.

ET CE JOUR-LÀ SERA UN BEAU JOUR.

LUC LELATIN.

AGENTS DU GOUVERNEMENT BOLCHEVIK

QU'EST-CE QUE SANDOMIRSKI ?

Dans le numéro 103 de *l'Humanité* nous avons lu un long exposé de Hermann Sandomirski sur la Révolution russe. D'autres articles du même auteur ont paru dans les numéros suivants.

Pour le moment occupons-nous seulement de la personne de Sandomirski. Chaque idée sociale, si élevée soit-elle, a ses transgressions ; ainsi, l'anarchisme a les siens. Ceux-ci se divisent en Russie en deux espèces. Les uns sont ceux qui se sont retirés définitivement de l'anarchisme et étant entrés dans le Parti communiste contribuent actuellement à exterminer les anarchistes « manu militari ». Les autres, ceux qui quoique servant les bolcheviks, continuent à se dire anarchistes, et en cette qualité défendent le bolchevisme. Ceux-ci sont connus en Russie sous le nom d'« anarchistes soviétiques », non pas dans le sens de partisans de l'organisation soviétique, mais dans celui, plus précis, de collaborateurs du pouvoir communiste.

Chez ces derniers non plus il ne reste rien d'anarchiste. Ils se sont entièrement adaptés au service des idées et du régime bolcheviks, tout en accomplissant leur œuvre sous le drapeau de l'anarchie.

Sans doute ils rendent aux bolcheviks un service inestimable en justifiant, avec l'appui de théories anarchistes toutes les exactions du régime qu'ils servent. D'autre part, le préjudice qu'ils portent à l'anarchisme et à la Révolution est incalculable, car, grâce à eux, on peut cacher les crimes de l'autorité : grâce à eux, des dizaines de millions d'ouvriers en Europe et en Amérique sont induits en erreur. Le pouvoir bolchevik a beaucoup plus d'intérêt à garder cette espèce de transgressions, que ceux qui ont complètement renié l'anarchisme.

Qu'est-ce que Sandomirski ? Qu'a-t-il fait pour la Révolution et dans la Révolution et quel droit moral a-t-il de parler au nom de l'anarchisme russe ?

A ce sujet, nous pouvons fournir sur lui ces informations : Sandomirski n'a pas participé révolutionnairement à la Révolution de 1917. Il était hostile, en 1917, aux bolcheviks, non pas du point de vue anarchiste, mais comme admirateur de Kérénski.

Les ouvriers anarchistes de Moscou, plus d'une fois, eurent l'occasion de se plaindre de cet homme, se disant anarchiste, mais la parole contre les bolcheviks, le nom des aspirations de Kérénski. Evitant la presse anarchiste, il était collaborateur constant (abonné) des journaux bourgeois.

Après la Révolution d'octobre, il ne prit pas tout de suite une orientation précise. Semblable à une quantité d'intellectuels, à mentalité petit-bourgeoise, il fit quelques temps le difficile. Enfin, le voilà au service de la légation soviétique. Ce fut alors que sa position devant les bolcheviks commença à changer : d'intransigent (au sens libéral), il se transforma en loyal et de loyal en apologiste des bolcheviks.

Tel est l'homme qui, maintenant, se fait passer pour le porte-voix de l'anarchisme russe.

Il n'y a aucun doute que son apparition dans la presse italienne fut une manœuvre de la diplomatie soviétique. Les bolcheviks avaient besoin de quelqu'un qui, devant le prolétariat européen et pendant les colloques de Gênes, prit au nom de l'anarchisme la défense de leur pouvoir. Cet homme fut Sandomirski et tout le sens de son geste lui fut très clair. Quiconque connaît l'appareil policier des bolcheviks, sait que ceux-ci n'auraient jamais laissé aller l'étranger, et encore moins à Gênes, une seule personne sans une raison de premier ordre. De reste, Sandomirski, a révélé lui-même les motifs de sa venue à Gênes.

Il a déclaré que le « front unique » entre communistes et anarchistes était indispensable. Ceci au moment même qu'en Russie, depuis trois ans, on fait la chasse aux anarchistes comme à des bêtes féroces ! Il résulte donc, d'une façon très claire, que les déclarations de Sandomirski ne sont qu'un pas stratégique des bolcheviks cherchant, à la veille du Congrès syndicaliste international, d'assouplir la vigilance de l'aile révolutionnaire de la classe ouvrière et de s'en assurer la confiance.

Il envoie les uns avec la mission d'obtenir la bienveillance de la bourgeoisie ; les autres pour obtenir l'approbation de la classe ouvrière.

À la veille de la conférence de Gênes, les bolcheviks avaient besoin surtout d'un outil unique, droit, de l'extrême gauche, syndicaliste, le front unique à gauche leur est nécessaire. Ils ont besoin des uns et des autres et ils cherchent à tromper tout le monde.

Une documentation précise et une étude approfondie sur la Révolution russe, ne manqueraient pas, certes, de le dire, en un avenir prochain, une plus grande clarté sur le fond des questions soulevées par Sandomirski.

Il a dit de façon tout particulière, que ni les ouvriers, ni les paysans n'étaient prêts pour une révolution anarcho-syndicaliste, que l'anarchisme n'avait pas de ba-

ses parmi eux, et que le bolchevisme fut, par conséquent, la forme naturelle et légitime de la Révolution russe.

L'histoire prochaine de cette Révolution démontrera clairement la fausseté des allégations de ce genre. Mais, en attendant, on sait très bien que plus d'un demi-million de troupes rouges bien exercées (la seule chose, à part la Tchèque, qui ait vraiment réussi aux bolcheviks) restent en permanence, depuis trois ans déjà, sous les armes, en Ukraine, pour faire « exclusivement » la guerre contre le mouvement « révolutionnaire » des paysans. Peut-être Sandomirski considère-t-il ce mouvement comme un acte de « banditisme » ?

Aujourd'hui on sait plus ou moins, dans le monde entier, que les grands soulèvements paysans révolutionnaires, interrompus en Ukraine de 1918 à la fin de 1921, cherchaient à réaliser les aspirations de notre Révolution restées inappliquées, spécialement le droit des ouvriers et paysans à un « self-government » économique et social. Selon le calcul le plus modeste, près de 500.000 travailleurs (que l'on calomnie en les traitant de bandits) ont péri dans ces vastes mouvements de l'Ukraine, sous les coups de la terreur bolchevique.

De la même façon, dans la grande Russie, en Sibérie, dans la Caucase, on a exterminé des ouvriers et des paysans par centaines pour un acte quelconque de protestation, pour chaque geste dicté par l'amour de la liberté.

La guerre civile en Russie a englouti environ un million de vies humaines. Tout au plus, les 20 % de ces victimes ont péri dans les combats contre les armées contre-révolutionnaires de Kolitch, Youdenitch, Denikine, Wrangel. Les autres 80 pour cent ont succombé aux guerres intestines dans le pays, spécialement à la « guerre » contre les paysans dans les campagnes et contre les ouvriers dans les usines.

Sandomirski est certainement au courant de tout cela, mais il n'en parle point aux camarades italiens.

D'autre part, il s'étonne que des anarchistes puissent réclamer des libertés politiques en Russie, alors que selon Kropotkine, lui-même, il est d'une vérité banale, que même dans les Républiques, les soi-disant « libertés politiques », ne sont que des ficelles, contre lesquelles le pouvoir met-il pas que la Russie, loin d'être une République bourgeoise, est au pouvoir des ouvriers et des paysans révolutionnaires ?

Eh bien ! avec un pouvoir « ouvrier », les « libertés politiques » — au moins pour un courant d'idées ouvrières et pour les organisations ouvrières — devraient précisément être une réalité et non une fiction !

Sandomirski dit qu'en Russie la plupart des anarchistes collaboraient avec les bolcheviks, qu'Emma Goldman et A. Berkman, eux-mêmes, voulurent également collaborer avec eux, mais que cela ne fut que la cause de l'ignorance de la langue russe. Rien de moins vrai ! Les anarchistes, en Russie « sont assassinés » par les bolcheviks. Les autres languissent dans les prisons et se trouvent constamment dans le péril d'être exécutés.

Quant aux camarades Goldman et Berkman, nous espérons qu'ils ne tarderont pas à répondre eux-mêmes personnellement.

Nous avons dépensé du temps, du papier et de l'encre pour cet article, non pas pour donner une trop grande importance aux affirmations de Sandomirski, mais parce qu'il est de notre devoir de prévenir les ouvriers européens contre le complot machiné par les bolcheviks avec le concours des ex-anarchistes contre le mouvement ouvrier et révolutionnaire indépendant des divers pays.

Dans tout cela, Sandomirski n'est ni le premier, ni le dernier : que la classe ouvrière des divers pays le sache. Il faut croire que dans un proche avenir, les « plus forts » des ex-anarchistes se montreront dans l'arène européenne.

Pour ces raisons, nous tenons à dire ici et dès maintenant, à tous ces agents du gouvernement bolchevik :

Sandomirski, Rostchin-Grossmann, Kibalchiche (Victor Serge), etc., vous êtes en train de faire vos affaires dans l'Etat « communiste ». Faites donc.

La seule chose que l'on vous demande est de laisser en paix l'anarchisme qui n'a rien de commun avec tout cela. Quant à votre conduite, par rapport au mouvement ouvrier indépendant, nous pouvons vous rappeler la note « maxima » à savoir que s'il est possible d'induire tout le monde en erreur pour quelques temps, s'il est possible de tromper un grand nombre d'hommes, il est impossible de tromper tout le monde en même temps et pour toujours.

A. Corelik, A. Komoff, Voline.
(Traduit de l'Aventur Anarchico.)

Aux Hasards du Chemin

Un bon soldat

Cet homme a de l'audace. Muni de sa carte orange de la C. G. T., réformiste, assis dans son fauteuil de scribe assermenté du Parti communiste, il prétend encore donner des leçons de pureté révolutionnaire aux militants qui sont restés fidèles aux idées du syndicalisme fédéraliste. Monatte s'exerce à la dictature en voulant corriger autrefois des fautes qui l'embarrassent.

Le voici donc se demandant ce que faisaient pendant la guerre les actuels membres du Comité de Défense syndicaliste.

Nous répondons volontiers à sa question : Les uns étaient au premier Comité de Défense syndicaliste dont ils furent les fondateurs : les Boudoux, Veber, Barches, Content, etc.

D'autres, comme Lecoq et Colomer, se refusant de participer à la boucherie mondiale, répondaient « non » à l'ordre de mobilisation.

Et Monatte, qui fit-il, depuis le jour de sa démission au Comité Confédéral jusqu'à celui de l'armistice ? Un bon soldat discipliné, serviteur fidèle de la Patrie française.

Il est vrai que depuis il n'a guère changé, car nous le retrouvons bon soldat discipliné, serviteur non moins fidèle de la Patrie russe vivique.

Na ! je n'ai pas menti...

Sur un ton cocoriant de petit coq, M. C. se rebiffe dans les colonnes de la *Vie Ouvrière* qui n'en peut mais du poids de ses ergots prétentieux agrippés à chacune de ses colonnes.

« Na ! j'ai pas menti... j'avais le dire à Monmousseau, si vous continuez ! »

Et Chambelland, pris la main dans le sac — qu'il nous demande de vider, le petit malin — essaie de faire prendre le rouge de sa honte pour les effets d'une colère redoutable.

Cependant nous nous souvenons bien de ses signes de tête consentants et repentants, au Congrès de Saint-Etienne, quand Totti ou Lecoq lui mettaient le bec dans les petits canacs qu'il avait déposés à l'autour de la Conférence de Berlin...

« Monmousseau et moi-même... »

Monmousseau n'a qu'à bien se tenir. Son élève fait des progrès dans l'art de « sophistiquer les formules ». Le dernier article de Maurice dans la *Vie Ouvrière* est un prodige d'équilibre syndicalo-politique. Cependant, à Berlin, le jeune dandeur de corde ne semblait pas si d'aplomb que cela.

N'y disait-il pas à Lecoq : « Nous ne sommes plus d'accord avec Monmousseau à la *Vie Ouvrière*. Après Saint-Etienne je quitte le journal... »

Saint-Etienne est passé. Monmousseau a triomphé et retrouve son « Chambelland soviétique » pour servir d'ombre fidèle au nouveau secrétaire de la C. G. T. U.

Cet âge est sans pitié...

Comment ils ont fait la Révolution

Pour nous égarer, leur ultime argument, quand ils n'en ont plus d'autres, est sembler-toutement celui-ci : « Nous qui avons fait la Révolution... » Après Lénine et Trotsky, ce fut Lozovski qui nous sortit avec mépris ce boniment un peu usé.

Ça ne prend plus. On sait bien qu'il y a des Russes qui ont fait la Révolution dans les rues de Petrograd, au retour des tranchées et dans les usines. Retour en sont morts et, parmi les survivants, nombreux meurent de faim aujourd'hui dans le prolétariat russe. Mais combien parmi les fonctionnaires, les généraux et les commissaires du peuple de la République bolchevique furent des héros de ces journées révolutionnaires ?

Et Lénine, Trotsky, Lozovski en étaient-ils ? Nous ne leur reprochons pas d'avoir été exilés à ce moment-là. Cependant il faut convenir qu'à leur retour le gros de l'œuvre révolutionnaire avait été accompli et, puis, qu'ils n'intervinrent que pour ordonner suivant leurs concepts le cours tumultueux des événements, il leur sied mal de reprocher aux syndicalistes français de n'avoir pas encore fait... ce qu'en somme ils n'ont pas fait eux-mêmes.

L'éloquence des chiffres

En janvier, avoue la *Vie Ouvrière*, la dette n'était que de 6.000 francs. Aujourd'hui elle est de 15.000.

Coincidence ! En janvier, Monatte a quitté la *Vie Ouvrière*, emportant avec lui tout le crédit... moral dont il jouissait auprès du Kremlin.

Depuis, la *Vie Ouvrière* s'est endettée et Monatte a trouvé dans la rue Montmartre une petite chaîne d'or qu'il se garde bien de mettre au clou.

Le lendemain de la condamnation de Faugoux, la police suit un placard anarchiste dont voici le texte :

Aux anarchistes !
Compagnons,
Quatre des nôtres viennent de tomber sous le coup de l'arrestation bourgeoise ; la férocité apitoyée des bourgeois a été déchaînée.

Les anarchistes ont commencé par hurler aux vieux mondes écraies de servitude, qu'ils entendaient vivre libres sur la terre libre : on leur a répondu qu'ils étaient des lâches, qu'ils n'obtiendraient la liberté que par la révolte, la révolte sans merci, les anarchistes se sont révoltés.

La bourgeoisie voyant les attaques contre elle dirigées devenir plus acérées et plus violentes, s'imagina détruire le germe de puissante rébellion qui éclot parmi la grande foule des meurtriers en tuant et en emprisonnant les anarchistes. Les bourgeois comptent sans notre énergie, compagnons !

Le temps des représailles justes est venu ! A la condamnation de Ravachol succède la mort de ceux qui le livrent. Que cet exemple soit suivi, et bientôt, gouvernants, magistrats, policiers, délateurs et candidats auront vécu !

Après le verdict
Le lendemain de la condamnation de Faugoux, la police suit un placard anarchiste dont voici le texte :

Aux anarchistes !
Compagnons,
Quatre des nôtres viennent de tomber sous le coup de l'arrestation bourgeoise ; la férocité apitoyée des bourgeois a été déchaînée.

Les anarchistes ont commencé par hurler aux vieux mondes écraies de servitude, qu'ils entendaient vivre libres sur la terre libre : on leur a répondu qu'ils étaient des lâches, qu'ils n'obtiendraient la liberté que par la révolte, la révolte sans merci, les anarchistes se sont révoltés.

La bourgeoisie voyant les attaques contre elle dirigées devenir plus acérées et plus violentes, s'imagina détruire le germe de puissante rébellion qui éclot parmi la grande foule des meurtriers en tuant et en emprisonnant les anarchistes. Les bourgeois comptent sans notre énergie, compagnons !

Le temps des représailles justes est venu ! A la condamnation de Ravachol succède la mort de ceux qui le livrent. Que cet exemple soit suivi, et bientôt, gouvernants, magistrats, policiers, délateurs et candidats auront vécu !

Après le verdict
Le lendemain de la condamnation de Faugoux, la police suit un placard anarchiste dont voici le texte :

Aux anarchistes !
Compagnons,
Quatre des nôtres viennent de tomber sous le coup de l'arrestation bourgeoise ; la férocité apitoyée des bourgeois a été déchaînée.

Les anarchistes ont commencé par hurler aux vieux mondes écraies de servitude, qu'ils entendaient vivre libres sur la terre libre : on leur a répondu qu'ils étaient des lâches, qu'ils n'obtiendraient la liberté que par la révolte, la révolte sans merci, les anarchistes se sont révoltés.

La bourgeoisie voyant les attaques contre elle dirigées devenir plus acérées et plus violentes, s'imagina détruire le germe de puissante rébellion qui éclot parmi la grande foule des meurtriers en tuant et en emprisonnant les anarchistes. Les bourgeois comptent sans notre énergie, compagnons !

Le temps des représailles justes est venu ! A la condamnation de Ravachol succède la mort de ceux qui le livrent. Que cet exemple soit suivi, et bientôt, gouvernants, magistrats, policiers, délateurs et candidats auront vécu !

Moralité :

1° Monatte n'a pas touché d'argent de Russie.

2° A l'aide pour la *Vie Ouvrière* !

Un appel pressant est fait cette fois aux sept cent quarante et un syndicats de la majorité de Saint-Etienne — pour permettre à Chambelland de se faire la plume et l'échine jusqu'au jour où Souvarine le jugera digne de s'accouper à Guy Torette dans les brancards de la petite Tchèque syndicalo-bolchevik dont Tomassi est le brigadier et Monatte l'inspecteur en chef.

Devises patriotiques

Les quotidiens de gauche et d'extrême-gauche se sont indignés de voir remplacer sous le buste de Marianne les traditionnelles formules : « Honneur et devoir », « Tradition et Liberté », « Vive la République ! », etc., par ces modernes inscriptions : « La Cressonnette », « L'Amourette », « L'Anis del Oso », « La Pionnette », etc.

Loins de nous en étonner, nous nous en émerveillons. Voilà bien les dignes devises d'une Patrie reconnaissante... La guerre est son pinard, la paix à ses apéros fratels.

Avec ça, le Parti Mutuel l'impôt sur les salaires, la journée de dix heures, et la lecture du *Mélo Blanc*, le prolétariat peut « ne pas s'en faire » et attendre les jours prochains du fascisme d'Action française.

Un peu tard

Le 18 juillet 1922, Anatole France nous apprend dans *l'Humanité* que « la guerre mondiale fut essentiellement l'œuvre des hommes d'argent » et qu'en « croyant mourir pour la patrie on meurt pour des industries ».

Merci du renseignement. Nous n'avons pas attendu aujourd'hui pour le croire et le déclarer. Mais croyez-vous qu'Anatole France, qui, malgré qu'en ait dit Léon Bloy, n'est pas un imbécile, ne se soit pas aperçu lui aussi bien plus tôt de ces origines impures de la Grande Guerre ?

Qui mais... intelligence et courage font deux.

Cette missive sensationnelle, adressée à « cher citoyen Cachin » et publiée dans *l'Humanité* du 15 août 1914, aurait peut-être privé M. Poincaré de l'occasion de rigoler parmi ses morts.

Aujourd'hui, c'est un peu tard.

La santé du « Rescapé »

Nos amis ont pu se rendre compte du tament qui a été fait par la grande presse autour du fameux attentat dirigé contre Millerand, retour de la mascarade pittoresque.

Depuis vendredi, chaque matin, des colonnes entières de journal sont consacrées à la gloire du « rescapé » et à l'écrêtement du « criminel ». C'est tout juste si nos grands quotidiens ne poussent pas la plaisanterie jusqu'à publier des *bulletins de santé* du Président qui, comme chacun sait, est sorti indemne de la bagarre.

Tout de même, pendant la guerre, quand de malheureux hommes tombaient par milliers sur le front et mouraient après d'atroces souffrances et une cruelle agonie pour la patrie et pour les nouveaux riches, les mêmes journaux ne faisaient pas tant de chi-chi !

Deux lignes au communiqué officiel et tout s'était tout.

On ne s'occupait ni des larmes des veuves, ni des pleurs des mères et des orphelins : on faisait fi de toute sensibilité.

Il est vrai qu'en république démocratique, la peau d'un président a plus de valeur que celle d'un prolétaire et que le moindre rhume de cerveau d'un Millerand mobilise immédiatement la clique des folliculaires stériles et vendus qui rivalisent de zèle à « pisser » de la copie.

A quand la disparition de ce régime abject ?

Dégueulandé !

« Anis del Oso », la « Cressonnette », « Royal Gaillac », « Amourette », telles furent les enseignes lumineuses de ce joli 14 juillet.

Ces trois jours de « folle gaieté » — pour parler le langage d'un journal du matin — se passèrent comme l'avait prévu Colomer.

Il est vrai que chaque année, c'est la même chose. Ce sont les mêmes boquets patriotiques qui, à 305 jours d'intervalle, se répètent et emplissent les rues de leurs sonorités déconcertantes.

Les fêtes du 14 juillet 1922 furent donc pareilles aux précédentes.

La lettre suivante, qui complète bien son portrait :

« Cher maître et cher seigneur, j'aime à croire que vous me pardonnerez mon long silence à la suite des péripéties par lesquelles j'ai dû passer.

« C'est temporairement, quoique modéré et passible, à être bien traité par toutes les misères, les injustices et l'odieuse exploitation que la société m'a fait subir.

« Après avoir revendiqué mon droit à la révolte par différents articles de journaux, je suis condamné, comme vous devez le savoir, à deux ans de prison et 3.000 francs d'amende.

« Je demandais asile aux puissances étrangères, qui me refusaient l'hospitalité comme la Suisse, du moins le droit à l'existence : le droit de vivre en travaillant. C'est alors que je revenais à Paris, le 16 février dernier, je tombais aux mains de la police, dénoncé par un individu chez lequel j'avais déjeuné le jour même.

« J'ai déclaré ce jour-là que si j'avais pas été arrêté à l'improviste, j'aurais vaillamment défendu ma liberté : c'était la seule fortune que moi restait. Auriez-vous osé me considérer comme un assassin ou comme un soldat de la révolution ?

« Je n'ai pas de larmes ! Votre fils, votre frère n'est pas un voleur.

« Ne pleurez plus ! chère mère, chère sœur, j'ai agi comme je croyais devoir le faire, suivant ma conscience et ma bonne foi, par amour pour l'humanité, pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, par haine contre cette société qui m'a si maltraité.

« Ces vingt ans de travaux forcés, les huit mois de prison, la force morale étant chez moi supérieure à la force physique.

« Ne vous faites pas de peine à mon sujet et chiez plutôt la Carmagnole et le *Ca ira*, ça ne fera plus plaisir ; si vous ne le savez pas, apprenez-le.

« Apprenez aussi à conserver votre dignité et ne vous laissez pas bécoter à mon sujet.

« Je n'ai aucun regret, c'est de ne pouvoir vous serrer dans mes bras et de vous embrasser une dernière fois.

« Adieu ! Adieu !
Votre fils, votre frère,
Signé : Faugoux.

Post-Scriptum

L'affaire Ravachol est deux post-scriptum : la comparaison de Simon en police

Comme disait le regretté Laurent Tailhade :

« Ça se fête Dégueulandé ! »

Propos de Mi-Carême

De M. Camille Aymard, rédacteur à la *Liberté*, sur la mascarade de Longchamp : « Au-dessus de la foule vibrant une grande âme collective, faite des enthousiasmes et des orgueils d'hier, que les inguétudes d'aujourd'hui rendaient plus obscure et plus ardente. Dans le grand soufre d'air salubre ardente. Et si parfois, au passage de nos glorieux étendards de la Marine ou de Verdun, quelque badaud irrévérencieux ou simplement étourdi tardait à se découvrir, un signifiant murmure lui enjoignait de le faire.

C'est bien le cas de crier : « Vive la Liberté ! »

Ne pas se découvrir devant leur drapeau, quel acte « irrévérencieux » !

Il est vrai que le meilleur moyen de prouver son mépris des cavalcades « pittoresques », ce n'est pas de refuser de se découvrir devant l'emblème, mais bien celui de ne pas se mêler à la masse aboyante, hurlante et trépidante. Le meilleur moyen de prouver son dégoût de ces fêtes ignobles, c'est de rester chez soi et de ne pas se commettre avec cette foule « d'Anis del Oso ».

En restant chez soi, on n'a pas besoin d'extorquer ses crachats !

Le Romanichel intérieurement.

Propos d'un Paria

On éprouve parfois le besoin de se distraire. C'est ainsi que quelques derniers n'ayant pu trouver de ma convenance un endroit où l'on chanle, je me suis rendu en un lieu où l'on parle. Où l'on parle de tout et où tous ceux qui croient avoir quelque chose à dire sur les sujets en discussion peuvent y aller de leur discours.

Je vous assure que je n'ai pas regretté mes quarante sous. Car ce fut un échange de plus « pittoresques » et où la seule note triste fut la déclaration faite par un drôle de pistolet qui aurait mieux fait de rester dans son genre (le genre Drame) — où il excellait.

Cet individu, qui a de la patrie et de

Pour sortir des prisons russes nos Camarades révolutionnaires

Un groupe de militants libertaires de tous les pays a rédigé l'appel suivant adressé à toutes les organisations prolétariennes et à tous les groupements d'avant-garde :

Une question vitale a, durant ces derniers temps, agité les esprits des travailleurs — celle de savoir si le gouvernement bolchevique de la Russie et le Parti Communiste qui le dirige sont encore des organes révolutionnaires et s'ils sont inspirés par les meilleurs intérêts du prolétariat.

Si tout récemment les opinions étaient divisées sur cette question, elles ont depuis sur le caractère réel du régime bolchevique ne peut plus exister à l'heure actuelle. Tout ouvrier intelligent qui a suivi l'évolution du gouvernement bolchevique a dû être obligé de conclure que les bolchevistes avaient dépourvu les masses de leur caractère révolutionnaire, qu'ils ont fait des buts de la Révolution d'Octobre ont été sacrifiés, et que le seul objectif du gouvernement bolchevique, maintenant, est de faire la paix avec le capitalisme et avec la bourgeoisie internationale.

Les grandes idées et les grands buts de la Révolution d'Octobre ont été, un à un, compromis et trahis. L'attention a été portée sur les marchés du capitalisme international. Par sa politique intérieure comme extérieure le gouvernement bolchevique a pu, enfin, réaliser l'égalité complète avec les autres grandes puissances. Il suit les mêmes voies et poursuit les mêmes buts, emploie les mêmes moyens et méthodes qu'emploie tout autre gouvernement capitaliste ; il reconnaît l'humanité bienveillante des gouvernements existants, serre la main de rois et de papes, et s'assoit à la même table que les oppresseurs et les exploités du prolétariat mondial.

Nul ne peut être assez aveugle pour croire que ce régime terrible de la Révolution est dictée par les meilleurs intérêts du peuple russe. Qui croira jamais que la Révolution doit être trahie afin de sauver la Révolution ? Ou que les ouvriers peuvent être asservis au capitalisme au profit du prolétariat ? Il est grand temps de faire une distinction nette entre les vrais intérêts du peuple russe et les menées du gouvernement bolchevique. La Révolution Russe — les masses ouvrières de la Russie et leur idéal révolutionnaire — c'est une chose. Le régime bolchevique — c'en est une autre, et diamétralement opposée à la première. Le Parti Communiste a exploité la Révolution Russe en vue de conquérir le pouvoir politique. A l'heure actuelle le seul but du gouvernement bolchevique est de conserver ce pouvoir, et c'est pour cette raison qu'il sacrifie les derniers vestiges de la Révolution, voulant ainsi assurer la reconnaissance des autres gouvernements.

Que personne ne confonde plus le régime bolchevique avec les masses ouvrières de la Russie et leur Grande Révolution !

Le gouvernement bolchevique n'a exclusivement qu'un objet en vue, à l'intérieur du pays comme à l'étranger : c'est celui de s'assurer le monopole absolu du pouvoir en Russie. C'est la poursuite de ce but qui fait faire aux envoyés bolcheviques des révérences devant les rois et capitalistes étrangers, tandis qu'en Russie même la moindre liberté du peuple est étranglée et la dernière étiquette révolutionnaire est méprisamment écartée. La reconnaissance politique par les gouvernements du monde ne peut aller d'accord avec l'effort révolutionnaire chez soi. C'est pour cette raison que la moindre phrase ou pensée révolutionnaire est étranglée avec plus d'opacité que jamais. Les ouvriers de la Russie sont en train d'être vendus corps et âme à la bourgeoisie enclavée à la roue du capitalisme privé et du capitalisme d'Etat, et chacune de leurs protestations est punie par la poigne du fer d'un gouvernement autocratique qui garde sous le masque de la dictature du prolétariat. Rien n'est plus dangereux, pour un parti révolutionnaire qui évolue en un gouvernement réactionnaire, que les forces révolutionnaires du pays. C'est la raison pour laquelle les meilleurs éléments révolutionnaires sont persécutés avec une féroce violence asiatique et sont littéralement exterminés.

Les arrestations en masse des révolutionnaires de toutes tendances, le procès des socialistes-révolutionnaires, annoncé au monde tambour battant, et les flots de dénonciations ou d'indictments de la presse bolchevique du monde entier, note toute critique de leur régime — ne sont que des anneaux de la chaîne de réaction bolchevique qui serre de plus en plus étroitement le corps meurtri de la Révolution et du peuple par les répressions les plus barbares sont celles endurées par la pensée et les idées anarchistes en Russie bolchevique, et pour cause : car les anarchistes — révolutionnaires intrinsèques et défenseurs les plus acharnés de l'idéal et du but révolutionnaires — sont les ennemis les plus dan-

gereux de la tyrannie bolchevique et le plus grand obstacle à son œuvre réactionnaire.

Des souterrains de la Tcheka, des prisons de la Russie bolchevique, nos camarades jettent leur cri de détresse aux ouvriers de l'Europe et de l'Amérique ! Personne n'est plus persécuté ou torturé, personne n'a autant besoin de la solidarité du prolétariat international que les martyrs anarchistes de la Russie. L'épreuve du sang a donné la mesure de leur dévouement à la Révolution. C'est par milliers qu'ils ont sacrifié leur vie dans les luttes révolutionnaires et sur tous les fronts. Un grand nombre d'entre eux furent fusillés par les blancs, et autant tombèrent des mains de l'irresponsable Tcheka. Et maintenant, beaucoup d'entre eux languissent dans les prisons bolcheviques, ou se meurent lentement en exil, de l'horrible scorbut ou de la faim, au Turkestan ou dans les régions glacées d'Arkhangelsk. Aucune crime ne peut leur être imputé, aucune accusation ne leur est mise à charge, si ce n'est leur dévouement à l'idéal de la Révolution et leur loyauté à servir les intérêts des masses ouvrières russes.

Aucune autre section des révolutionnaires persécutés n'a plus grand droit et plus grand besoin de l'aide des ouvriers du monde. Les autres éléments socialistes peuvent toujours compter sur l'aide des partis politiques radicaux ou réformistes de l'Occident. Ainsi la protestation de l'opinion publique radicale de l'Europe a provoqué la libération de nos camarades révolutionnaires russes et a forcé les bolchevistes à desserrer leur étreinte meurtrière et à faire traduire les accusés devant un tribunal public. Mais les anarchistes, les anarcho-sindicalistes et les autres éléments révolutionnaires de gauche en Russie n'ont même pas la possibilité d'obtenir ce peu de justice. Ils n'ont jamais la possibilité de se faire entendre et sont souvent fusillés sans avoir eu connaissance de l'accusation qui pèse sur eux.

La situation de nos camarades en Russie a atteint un point tellement tragique qu'elle demande l'action la plus prompte et la plus énergique de la part du mouvement ouvrier international. La plupart des anarchistes et anarcho-sindicalistes sont, à l'heure actuelle, en prison ou en exil, et il y a quelques jours seulement nous avons appris que de nouvelles arrestations de nos camarades ont eu lieu à Petrograd et à Moscou. Et tout comme des fausses et fictives accusations sont continuellement présentées contre nos camarades arrêtés depuis longtemps, parmi lesquels nous rappelons les anarchistes bien connus Askaroff, A. Baron, Olga Tarantova, ou contre l'assassiné Léon Tchorny, ce ne sont que des accusations semblables qui seront continuellement présentées contre les nouvelles victimes de la répression bolchevique, parmi lesquelles se trouvent des vieux camarades éprouvés, Rubintchik, du « Gross Trud », Kola-bouchkin qui fut, pendant des années, grand leader du mouvement ouvrier de Petrograd, Nikitin, son adjoint, et autres.

Il est évident que le gouvernement bolchevique a bien en vue la destruction des derniers vestiges de pensée et d'efforts révolutionnaires en Russie, et c'est le devoir de tous les prolétaires politiques de la Russie de faire tout ce qu'ils peuvent pour empêcher à cette œuvre néfaste.

Le monde ouvrier a le pouvoir de dicter sa volonté. Le Parti Communiste Russe, et avec lui les Partis Communistes des autres pays, réclament le front unique des prolétaires. Eh bien ! Qu'ils donnent la première preuve de leur sincérité et cessent les persécutions contre le syndicalisme révolutionnaire en Russie ! Les communistes font appel à la collaboration des syndicalistes révolutionnaires en Europe et en Amérique. Que la libération immédiate de tous les prisonniers politiques révolutionnaires soit donc la condition première et fondamentale d'une telle collaboration. Honte à un gouvernement soi-disant « révolutionnaire » dont les prisons sont pleines de prisonniers politiques et d'ouvriers, à un moment où la guerre civile est terminée et quand le gouvernement est en train de faire la paix avec le capitalisme et la bourgeoisie.

Travailleurs du monde, que votre mot d'ordre à l'égard de la Russie soit : *Liberté immédiate* et *amnistie* pour tous les prisonniers politiques révolutionnaires ! La cause est noble — et le temps presse. C'est le devoir de chaque organisation ouvrière, de chaque organisme syndicaliste révolutionnaire ou d'industrie, de toute chaque organisation révolutionnaire générale — d'entreprendre une action immédiate. L'esprit de la Révolution vous demande cet effort ! La nécessité internationale révolutionnaire l'exige de vous !

Pour ce faire, nous avons les propositions suivantes à la considération urgente de toutes les organisations ouvrières.

1° Organiser dans chaque pays une *Semaine de Libération* durant laquelle des réunions publiques seraient tenues et des résolutions soumises demandant la libé-

tion, par le gouvernement bolchevique, de tous les prisonniers révolutionnaires.

2° Envoyer des *résolutions* aux représentants diplomatiques et commerciaux de la Russie dans toutes les villes où dans tel pays. Une copie de ces résolutions devrait être envoyée à la section communiste locale et au Secrétaire International du Comité d'Initiative, à l'adresse : Fritz Kaler, Kopenickstrasse 25 II, Berlin O 34.

3° Les copies de ces résolutions devraient être aussi envoyées, sous pli recommandé, au Comité Central du Parti Communiste Russe, Moscou, au Président de l'Exécutif de l'Internationale Communiste, au Secrétaire Général de l'Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge, au Secrétaire Général du Conseil Central des Syndicats Russes, au Comité Central Exécutif des Soviets, et à Léonine, président du Conseil des Commissaires du Peuple, Kremlin, Moscou.

4° Monter une campagne systématique dans la presse de chaque pays pour la libération des prisonniers révolutionnaires russes.

5° Organiser une Commission Internationale Syndicaliste afin que le travail entrepris soit systématique. La Commission pourrait être formée de deux représentants des organisations syndicalistes révolutionnaires de chaque pays.

6° Exiger du gouvernement bolchevique que les prisonniers aient un procès public auquel ils auraient droit d'être assistés par des avocats choisis par eux, fussent-ils des autres pays.

7° La Commission Internationale Syndicaliste devrait avoir le droit d'aller en Russie, en personne ou par l'intermédiaire de ses représentants, avec pleins pouvoirs et facultés pour examiner tous les dossiers de révolutionnaires arrêtés, se faire représenter aux procès et avoir le droit de communiquer avec les prisonniers, leurs familles et leurs amis.

8° La question de la libération des prisonniers révolutionnaires russes devrait être soulevée dans tous les Congrès nationaux et internationaux.

Acceptez, chers camarades, nos salutations révolutionnaires et fraternelles. **Leonard D. Abbott, Alexander Berkman, C. J. Bjorklund, Michael Cohn, Sébastien Faure, Emma Goldman, T. H. Keell, Harry M. Kelly, G. Maximoff, Max Nettlau, R. Ostreich, Wm. C. Owen, Angel Pestagna, Pierre Ramus, Rudolf Rocker, A. Schapiro, Voline.**

(Les pays suivants sont représentés par les camarades sus-nommés : Etats-Unis, Suède, France, Angleterre, Russie, Allemagne, Autriche, Espagne. Les réponses des autres pays n'ont pas été reçues au moment de la publication.)

Le Droit à l'obstruction

Vandervelde, socialiste et ministre du gouvernement royaliste de Belgique, adhère à la 2^e Internationale, sur la demande de la Ligue des classes ouvrières de l'Europe, il y a une quinzaine de jours, à Paris, documenter les ligueurs et les adhérents du P.S.I.O. sur le procès des socialistes révolutionnaires russes.

Les communistes français affiliés à l'I.C. prétendent, dans leurs quotidiens, que cette visite de Vandervelde était une provocation à la classe ouvrière française et invitent les camarades à répondre comme il leur paraît.

Deux jours après le fillet paru dans un des deux journaux communistes, Henri Fabre, dans le *Journal du Peuple*, protestait contre le terme de provocation, au nom de la liberté de la parole qui doit être accordée à tous, qu'il a discuté, critiqué et réfuté ensuite les arguments de l'orateur.

Je ne prendrai parti ni pour les communistes, ni pour Fabre, ils n'ont pas besoin de mon appui.

Mais, tout de même, le Parti communiste a-t-il le droit de craindre la provocation, lorsque ses chefs d'aujourd'hui sont, à quelques nouveaux venus près, les mêmes que ceux du Parti socialiste d'avant-guerre ?

Ce sont ces mêmes hommes qui ont crié à la provocation, lorsque Vandervelde vint parler à Paris et qui, comme lui, en 1914, oubliant les résolutions des Congrès au sujet de la guerre, ont voté d'enthousiasme les crédits de guerre jusqu'au bout, ont proclamé l'union sacrée, et n'ont pas OSE DE L'UNION SACRÉE, par l'achat et le vote en 1916 et 1917, les crédits énormes fournis par les conseils de guerre sur de malheureuses victimes innocentes : crimes dont ils avaient eu connaissance aux séances secrètes de la Chambre.

Même, si, aujourd'hui, ils ont l'air d'avoir compris leurs fautes, leur déloyale conduite, s'ils se sentent obligés de reconnaître et d'inciter à notre pas exigeants pour les autres.

Seuls ceux qui, pendant la guerre n'ont cessé, comme avant qu'elle éclatât, de trahir la haine de la guerre maudite, ont le droit de se montrer sévères pour ceux qui ont failli.

Maintenant, Fabre se croit-il dans une société saine, loyale, harmonieuse, où tous les êtres sont producteurs, consommateurs, libres et heureux ?

Si oui, il a raison, la parole doit être libre, chaque innovateur doit faire connaître ses idées, chaque artiste ses chefs-d'œuvre, chaque inventeur ses découvertes.

Mais nous en sommes bien loin, de cette société libre et heureuse ! Nous péchons dans un milieu, où Capital et Etat, unis comme les doigts de la main, exploitent, oppriment, pressent les salariés.

Si, contre ces puissances d'exploitation, les opprimés se dressent d'abord individuellement, puis communément, régional, national, et internationalement, ils ont, en fait, les mêmes buts, les mêmes engagements, tout des serments et des devoirs qu'ils se sont donnés et qui exigent en fait leurs organisations, trahissent leurs mandats, violent leurs serments, renient leurs engagements au moment de mettre à exécution les décisions acceptées par tous, que doivent faire les opprimés ?

Ils doivent balayer la tête et faire à sa place la besogne qui aurait dû être faite.

Mais s'ils n'ont, ou s'ils ne peuvent y parvenir, s'ils sont les victimes de la trahison de leurs délégués, ils doivent se rappeler qu'ils ont, si récemment du danger, à empêcher les coupables de se disperser, de se maintenir à la tête, de se glorifier de leurs crimes.

En 1914, lorsque la mobilisation fut décrétée, les délégués français et étrangers des pays qui allaient bientôt se battre, devaient, d'après les Congrès tenus par l'Internationale Ouvrière, décréter la grève générale pour le salariat de l'usine, du bureau et du champ ; le sabotage de la mobilisation ensuivit, et si la guerre se déclarait, l'insurrection.

Qu'on fait les délégués des ouvriers français et étrangers — je ne parle pas des politiques, tous gens véreux, menteurs, arrivistes, quel que soit le parti auquel ils appartiennent, mais des délégués syndicalistes de la C.G.T. — des principales fédérations et comités ?

Ils étaient au courant des événements ; le gouvernement avait eu avec eux des entretiens, ils les avaient achetés, et au lieu de proclamer la Révolution le jour de la déclaration de guerre, s'ils se sont retirés à leurs postes et de se faire une situation, ils ont continué à parler de guerre défensive — comme s'il y avait des guerres défensives pour le salariat de l'usine, du bureau et du champ — d'union sacrée, de la justice, du droit et de la civilisation.

Et la masse, toujours prête à écouter les discours, partit.

S'ils avaient été trop peu courageux pour risquer la partie, ils auraient dû se retirer et aller rejoindre les camarades au danger, ou, bien même s'ils avaient voulu rester à l'arrière, ils auraient dû travailler à faire cesser la guerre au plus tôt.

Au lieu de cela, ce fut un socialiste qui prit le ministère de l'Armement et ce furent les délégués des syndicats ouvriers de la C.G.T. qui contribuèrent à l'intense fabrication des engins de mort.

Enfin, après 32 mois, le massacre cessa. 1.700.000 morts, 4 millions de mutilés, 300 milliards de dettes.

Les survivants, fatigués, malades ou invalides, se voyaient.

Ils avaient compris, là-bas, qu'on s'était moqué d'eux.

Mais les anciennes organisations étant toujours debout, la majeure partie y vint à nouveau.

De nouvelles organisations se créent, l'A.R.A.C., entre autres.

Des meetings eurent lieu souvent, mais malheureusement toujours un ou deux des trahisseurs de 1914 vinrent parler.

Les victimes de ces renégats pouvaient-elles accepter de se laisser bernier encore ? Pourraient-elles permettre à ces bandits, à ces criminels de se disperser par de nouvelles manœuvres, de se maintenir au pouvoir en faisant de nouvelles promesses ?

Non ! le droit à l'obstruction devenait un devoir dans ces cas.

Les victimes devaient empêcher de parler ceux qui les avaient trompées en toute connaissance de cause.

C'était la seule arme à employer, et un grand désespoir des organisateurs des meetings. Ceux qu'ils ont mystifiés leur demandaient simplement de se retirer, de disparaître, de faire les morts.

Ils refusent. Ils veulent écrire leurs mémoires. Nous les dissuadons, nous expliquons leurs mensonges.

Ils veulent parler à la tribune. Nous ne permettons pas qu'ils prononcent une parole. Leur but sera vain. Nous leur expliquerons les protestations, afin que leur bouche ne puisse plus prononcer aucun acte capable de tromper à nouveau les hommes qui seraient susceptibles de leur faire confiance.

En notre société, où presque toutes les consciences sont atteintes, où l'hypocrisie s'étale partout, les victimes ont le droit à l'obstruction. C'est un droit sacré pour elles.

Ce droit cessera d'être nécessaire lorsque la Révolution aura détruit toutes les puissances d'exploitation et d'oppression, c'est-à-dire toutes les autres.

La vie alors sera harmonieuse, heureuse et féconde. Personne n'aura intérêt à tromper son voisin. Tout le monde aura droit à la parole.

Léon ROUGET.

MENUS PROPOS

Il n'y a pas à dire : le monde littéraire vous en fait voir de rudes !

Ces temps-ci, c'était mon ami Marcel Sauvage, ancien directeur du journal individualiste *La Mêle*, qui collaborait à une *Histoire de la Guerre*, préfacée par les malheureux Foch et Pétain. Eux-mêmes, Sauvage, a protesté dans le *Journal du Peuple*, assez énergiquement. Mais il reste adhérent à l'Association des Ecrivains Combattants. Voilà des types qu'il traite sans vergogne d'escrocs, et de fripouilles. Et à la première occasion, il leur serrera la main — glorieuse de sang — il leur reniera sa cotisation, il banquettera avec eux, parce qu'ils sont écrivains et combattants.

Non, mon vieux Marcel, je ne puis arriver à comprendre.

Nous reparlerons d'ailleurs de cette histoire-là. J'y songeais de nouveau ce soir, devant une invitation trouvée dans mon courrier.

Invitation aux Noces d'Or littéraires de Paul-Napoléon Roinard, Conférence, banquet, re-conférences : je n'aime guère tous ces salamalesques par principe. Mais peut-être bien que, cette fois, si j'étais à Paris, je ferais une exception. Paul-Napoléon Roinard est un vieux « copain » bien sympathique. Son œuvre est belle ; sa vie fut digne. Il ne s'agit guère de se prosterner, ce qui fit d'ailleurs qu'il est encore si peu connu. Son nom éveille pour nous des souvenirs héroïques : procès de la Dreyfus, et ne hurla pas avec les loupes. Mieux, je me souviens qu'il voulait collaborer à *Demain*, le revue de Guillebaud, alors que tant d'écrivains reniaient leur confrère malheureux. Bref, j'aimais bien Paul-Napoléon Roinard.

Et voici que pour ses noces d'or littéraires, il y aura une conférence de Monsieur Georges Grandjean. Vous ne le connaissez pas, amis lecteurs ? Le dommage n'est pas grand.

Permettez que je vous présente le héros : Monsieur Georges Grandjean, sous-lieutenant de zouaves, auteur de *Gouffres* et *Brasle*, *spéromes* (sic). Je ne vais pas vous citer les vers, ou parler tout à tour le colonel Driant, Verdun, le bois des Caures, Douaumont, etc. Comme dit mon ami Lebarbier, je n'ai pas de temps à perdre et vous non plus. Mais voici la fin de la préface (par M. G. Grandjean, lui-même).

« En avant ! A bientôt paraître ! Pour cette France solide et rude que nous avons regénérée seuls, par les rouges transmutations des batailles. En avant ! sous la conduite des grands meneurs de l'œuvre. *Je t'offre ! Castelnaud ! Lyauté ! Gallieni ! Pétain ! Nivelle !* « En avant ! TUEZ ! C'est pour la VIE ! « C'est pour la RACE ! » Hein ! C'est-à-jet, ça !

Il manque Mangin le Boucher à la liste des meneurs de l'œuvre. Mais le *Tuer* : c'est pour la Vie, rachète ça. En 1918, je voulais citer ce passage pour l'opposer aux productions des *Brutes Boches*. La Censure elle-même s'y opposa, intelligente pour une fois : l'analogie était trop flagrante. Quant au sous-lieutenant, sans hésiter, croyant toujours parler à un soldat de deuxième classe, il par-

la fin de la préface (par M. G. Grandjean, lui-même).

« En avant ! TUEZ ! C'est pour la VIE ! « C'est pour la RACE ! » Hein ! C'est-à-jet, ça !

Il manque Mangin le Boucher à la liste des meneurs de l'œuvre. Mais le *Tuer* : c'est pour la Vie, rachète ça. En 1918, je voulais citer ce passage pour l'opposer aux productions des *Brutes Boches*. La Censure elle-même s'y opposa, intelligente pour une fois : l'analogie était trop flagrante. Quant au sous-lieutenant, sans hésiter, croyant toujours parler à un soldat de deuxième classe, il par-

la fin de la préface (par M. G. Grandjean, lui-même).

« En avant ! TUEZ ! C'est pour la VIE ! « C'est pour la RACE ! » Hein ! C'est-à-jet, ça !

Il manque Mangin le Boucher à la liste des meneurs de l'œuvre. Mais le *Tuer* : c'est pour la Vie, rachète ça. En 1918, je voulais citer ce passage pour l'opposer aux productions des *Brutes Boches*. La Censure elle-même s'y opposa, intelligente pour une fois : l'analogie était trop flagrante. Quant au sous-lieutenant, sans hésiter, croyant toujours parler à un soldat de deuxième classe, il par-

la fin de la préface (par M. G. Grandjean, lui-même).

« En avant ! TUEZ ! C'est pour la VIE ! « C'est pour la RACE ! » Hein ! C'est-à-jet, ça !

Il manque Mangin le Boucher à la liste des meneurs de l'œuvre. Mais le *Tuer* : c'est pour la Vie, rachète ça. En 1918, je voulais citer ce passage pour l'opposer aux productions des *Brutes Boches*. La Censure elle-même s'y opposa, intelligente pour une fois : l'analogie était trop flagrante. Quant au sous-lieutenant, sans hésiter, croyant toujours parler à un soldat de deuxième classe, il par-

la fin de la préface (par M. G. Grandjean, lui-même).

« En avant ! TUEZ ! C'est pour la VIE ! « C'est pour la RACE ! » Hein ! C'est-à-jet, ça !

Il manque Mangin le Boucher à la liste des meneurs de l'œuvre. Mais le *Tuer* : c'est pour la Vie, rachète ça. En 1918, je voulais citer ce passage pour l'opposer aux productions des *Brutes Boches*. La Censure elle-même s'y opposa, intelligente pour une fois : l'analogie était trop flagrante. Quant au sous-lieutenant, sans hésiter, croyant toujours parler à un soldat de deuxième classe, il par-

la fin de la préface (par M. G. Grandjean, lui-même).

« En avant ! TUEZ ! C'est pour la VIE ! « C'est pour la RACE ! » Hein ! C'est-à-jet, ça !

Il manque Mangin le Boucher à la liste des meneurs de l'œuvre. Mais le *Tuer* : c'est pour la Vie, rachète ça. En 1918, je voulais citer ce passage pour l'opposer aux productions des *Brutes Boches*. La Censure elle-même s'y opposa, intelligente pour une fois : l'analogie était trop flagrante. Quant au sous-lieutenant, sans hésiter, croyant toujours parler à un soldat de deuxième classe, il par-

la fin de la préface (par M. G. Grandjean, lui-même).

« En avant ! TUEZ ! C'est pour la VIE ! « C'est pour la RACE ! » Hein ! C'est-à-jet, ça !

Il manque Mangin le Boucher à la liste des meneurs de l'œuvre. Mais le *Tuer* : c'est pour la Vie, rachète ça. En 1918, je voulais citer ce passage pour l'opposer aux productions des *Brutes Boches*. La Censure elle-même s'y opposa, intelligente pour une fois : l'analogie était trop flagrante. Quant au sous-lieutenant, sans hésiter, croyant toujours parler à un soldat de deuxième classe, il par-

la fin de la préface (par M. G. Grandjean, lui-même).

« En avant ! TUEZ ! C'est pour la VIE ! « C'est pour la RACE ! » Hein ! C'est-à-jet, ça !

Il manque Mangin le Boucher à la liste des meneurs de l'œuvre. Mais le *Tuer* : c'est pour la Vie, rachète ça. En 1918, je voulais citer ce passage pour l'opposer aux productions des *Brutes Boches*. La Censure elle-même s'y opposa, intelligente pour une fois : l'analogie était trop flagrante. Quant au sous-lieutenant, sans hésiter, croyant toujours parler à un soldat de deuxième classe, il par-

la fin de la préface (par M. G. Grandjean, lui-même).

« En avant ! TUEZ ! C'est pour la VIE ! « C'est pour la RACE ! » Hein ! C'est-à-jet, ça !

Il manque Mangin le Boucher à la liste des meneurs de l'œuvre. Mais le *Tuer* : c'est pour la Vie, rachète ça. En 1918, je voulais citer ce passage pour l'opposer aux productions des *Brutes Boches*. La Censure elle-même s'y opposa, intelligente pour une fois : l'analogie était trop flagrante. Quant au sous-lieutenant, sans hésiter, croyant toujours parler à un soldat de deuxième classe, il par-

la fin de la préface (par M. G. Grandjean, lui-même).

« En avant ! TUEZ ! C'est pour la VIE ! « C'est pour la RACE ! » Hein ! C'est-à-jet, ça !

Et peut-être nos camarades belges du *l'Emancipateur* ouvriront-ils moins volontiers leurs colonnes à ce triste coco !

Ce brave Ermenonville n'a plus guère d'illusions sur le communisme. Voici que les exclus ne l'encouragent guère plus. Il vient d'être obligé de quitter le *Journal du Peuple*. — oh ! cette tribune libre pour tous les hommes libres ! — Son crime : il aurait voulu insérer un article, dont voici la fin :

« Un autre jour, le journal officiel du P. S. F. I. C. nous a donné des paroles aigres : « La situation internationale de la Russie d'aujourd'hui rappelle la France à l'époque de la Révolution et, sous ce mot, je comprends aussi bien l'Empire, qui n'était qu'une phase ultérieure dans le développement de la Révolution Française... (sic, Humanité, 21 juin). Napoléon était pacifique... on le força à la guerre... » (Sic et resic, je vous dis !)

« Et plus loin : « Un autre fait avec lequel les puissances doivent compter, c'est l'armée rouge, qui ne permettra pas que... » etc. »

Ces déclarations imposent un syllogisme. Rakovsky ressemble à Bonaparte, physique, ment — et moralement si l'on peut dire. L'Empire est une phase ultérieure de la Révolution. Donc la Russie, qui a eu sa révolution, a eu son Bonaparte, donc Rakovsky sera l'Empire tout indiqué. Et puisqu'il a une armée rouge qui ne le fera pas lâcher, ce sera pour la guerre qu'il le forcera à faire, tout comme l'Autriche.

Voilà, c'est tout ce que j'ai pu en tirer. Révolution = Empire, Guerre = Paix, et Arbitraire des chefs = Dictature du Proletariat à ERMENONVILLE.

Dans le Nord, on n'a pas attendu les Congrès de Saint-Etienne pour lier l'Union des Syndicats unitaires avec le Parti Communiste. Voici plusieurs mois qu'un projet de journal commun, une édition de l'*Internationale* est à l'étude.

Dame, les élections de 1924 approchent. Il faut balayer le Bloc National, remplacer cette Chambre par une autre, formée de bons communistes. (Un de ces jours, je vous dresserai la liste des favoris pour le Nord : les noms sont déjà sur toutes les lèvres.)

Alors, comme la Fédération Communiste dégringole (elle a vu perdre plusieurs milliers de membres depuis un an), on va faire appel aux bonnes paroles de syndiqués. Les dirigeants ont manigancé ça. Les payants, on s'en fout ! Et on va engager l'Union des Syndicats unitaires dans une aventure plus que risquée, sans consulter les syndiqués.

Ceux-ci sont communistes en minorité, une très petite minorité. Il y a près d'un an, payant comme eux, des dissidents, des républicains, voire des anarchistes, il n'importe.

Préparons les élections de 1924 ! Tel est le mot d'ordre. Et vive la liste communiste ! Mais vous laissez-vous toujours faire, ô mes frères syndiqués du Nord ?

Maurice WULLENS.

P.S. à Mayeux. — Bien reçu ta lettre. Mais ne l'ai pas sous la main aujourd'hui. En reparlerai un de ces jours.

DEJA ?

J'ai lu les commentaires que le camarade Léon Rouget a bien voulu consacrer au numéro préparatoire de l'*En Dehors*. Il me semble qu'on aurait pu attendre une parution régulière. Il est compréhensible que j'aie dû me restreindre dans une feuille de vue de l'actualité, de me limiter par des règlements de compte et de questions d'administration, si bien qu'un second numéro préparatoire ne sera pas de trop pour situer notre activité.

En fait d'action, force m'est, pourtant, de constater que ce n'est pas pour cause d'inaction propagandiste que j'ai passé quatre ans et demi sous les verrous !

Ceci dit, il y a plusieurs façons de se situer par rapport au système de domination-exploitation qui régit actuellement les sociétés humaines. On peut se situer en dedans, on peut se situer en dehors, au point de vue de l'activité, qui tend à exercer sur l'unité humaine — isolée ou associée — une contrainte ou une obligation de quelque ordre que ce soit, sous réserve de la réciprocité.

Il n'a jamais été mon intention ni ma pensée de présenter comme le summum de la réalisation individualiste-anarchiste la pratique d'une hygiène alimentaire ou thérapeutique, la possession d'une petite bicoque à la campagne ou l'exercice d'un

rapportant que l'accusée était violente et rebelle et qu'elle s'était déjà rendue coupable d'injures envers les gendarmes à Montbrison.

M^{lle} Lafay demanda qu'on voulût bien excuser la vivacité de sa cliente.

Mais le tribunal, après en avoir délibéré, condamna Mariette Soubert à un mois de prison, ce qui porta sa peine à sept mois !

Post-Scriptum

Il faut placer les portraits dans leurs cadres : ceux de Ravachol et de ses compagnons doivent être entourés des événements qui accompagnèrent leurs procès.

Nous avons indiqué quel fut l'effroi des premiers jurés, après l'explosion de la rue de Clichy, quelle fut l'épouvante après l'attentat de la rue Vercy.

On essaya bientôt de se ressaisir et de chanter « la complainte de Ravachol » en 25 couplets, vendue 10 centimes sur les boulevards, et dont voici la morale :

Mes enfants, elle est bien triste La morale de c't'histoire-là : En quelques mots la voilà : C'est qu'un jour on est anarchiste, Et qu'on s'en va d'un pas tranquille. Devant les garçons d'trois.

(A suivre.) **Henri VARENNES.**

LA LIBRAIRIE SOCIALE

